

rues, si ce n'est la suspension des libertés civiles. Trudeau a déployé la troupe, suspendu les libertés civiles et traité de cœurs tendres ceux qui le critiquaient.

Au niveau de l'organisation, cette méfiance du peuple s'est répandue du sein du gouvernement. Cette attitude morbide, négative, a créé une espèce d'organisation défensive qui convoite les pouvoirs du gouvernement et le statu quo. La croissance économique, le partage des impôts avec les provinces, la coordination et la mise au point d'une stratégie de développement ont été délégués aux inutiles: les Benson, les Mackasey, les Basford et le reste. Ces questions ne préoccupent pas ceux qui mènent la barque.

Deuxièmement, le gouvernement n'a pas échappé à cette démonologie à cause de son arrogance. Et son arrogance est monumentale. Car enfin, Pierre Elliott Trudeau, dilettante et voyageur, n'est arrivé à Ottawa qu'en 1965. Il est arrivé ici comme un orphelin, accroché aux basques de Jean Marchand et traînant Pelletier derrière lui. C'est un passé qui ferait honte à la plupart des gens. Le premier ministre a très bien décrit sa propre arrogance à Londres en janvier 1969. Un étudiant lui avait demandé s'il était possible pour un intellectuel de demeurer un intellectuel après être devenu un homme politique canadien. Cet étudiant venait manifestement de piquer le narcissisme de M. Trudeau, qui répondit:

Pas dans le vrai sens du mot, non. Je crois qu'un intellectuel est celui qui recherche la vérité et les valeurs absolues et celui qui en face de n'importe quel problème affirme ce qu'il croit être la meilleure solution pour des motifs d'ordre moral et philosophique et qui ne donne pas un sens politique à cette solution.

Et le premier ministre termine ainsi avec toute sa candeur et sa motivation morale absolue:

Le politicien atténuera sa position et dira qu'il ne peut pas s'en tirer autrement; il doit accepter le compromis ou le Parlement ne le lui pardonnera pas.

Ainsi, comme Peter Desbarats le prédisait dans un article précédent, Trudeau, l'intellectuel par excellence ne «pourra faire autrement que de s'abaisser». Cependant, lui-même ou ses manipulateurs fidèles ont à peine songé au danger que la politique représente pour la précieuse essence du premier ministre.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Le député de Peel South (M. Chappell) invoque le Règlement.

M. Chappell: Oui, monsieur l'Orateur. Voilà dix minutes que j'écoute et j'ai relu la motion. J'ai cherché à comprendre tant que j'ai pu comment les propos qu'on avait tenus au cours de ces dix minutes avaient trait à la motion. Je signale à Votre Honneur que si les députés prennent cette question au sérieux, ils devraient s'y tenir et s'abstenir de papillonner sur tout le Canada ou le monde entier pour essayer de trouver matière à critiquer.

M. Nielsen: Monsieur l'Orateur, je désire relever ce rappel au Règlement. Le simple fait que le député l'ait fait révèle sa profonde ignorance du fond de la question à l'étude. Dans mon discours, j'ai fait remarquer que la raison sous-jacente pour laquelle le gouvernement n'a pas adopté de politiques constructives pour la mise en valeur du Nord canadien—ce qui comprend, outre le 60° parallèle, les régions septentrionales du Canada—est l'absence

d'une philosophie de base, et qu'il est parfaitement justifié de signaler la pauvreté des politiques gouvernementales.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, s'il vous plaît. Je dois interrompre le député car la présidence voudrait commenter le rappel au Règlement. Il a semblé à la présidence que le champ de l'intervention du député du Yukon (M. Nielsen) était plutôt large, mais il faut bien admettre que la motion à l'étude porte sur un domaine assez vaste. Il serait peut-être bon que je lise juste une phrase de la motion à l'étude, laquelle a trait à la politique économique et sociale du gouvernement actuel, «et que la politique économique et sociale du gouvernement actuel a créé de la confusion et retardé le progrès». A mon humble avis, l'intervention du député avait vaguement rapport avec cette partie de la motion, mais dans ce contexte, ses propos avaient trait au Grand Nord, de sorte que, dans l'ensemble, ses remarques m'ont semblé réglementaires.

• (4.10 p.m.)

M. Nielsen: Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Le député aurait-il l'obligeance de reprendre son siège? Veut-il invoquer le Règlement sur un autre point? La présidence a déjà fait connaître sa décision sur le rappel au Règlement.

M. Nielsen: Je le répète, monsieur l'Orateur, le gouvernement actuel a révélé, dans toutes ses réformes structurales et son attitude envers le Parlement, la presse, le monde des affaires et tous autres intrus, un désir névrosé et sournois de protéger son premier ministre qui le charme, des vulgarités de la vie publique. Son rêve, c'est que la direction du navire de l'État soit dans un compartiment hermétique—qu'on puisse la voir mais non la séduire.

Un tel état d'esprit est extrêmement intéressant mais absolument impropre à l'établissement d'une stratégie véritablement canadienne pour la mise en valeur du Nord ou de tout le pays. Car le petit cénacle du gouvernement actuel n'a pas l'apanage des mobiles ou d'une vision impeccables. Cette prétention inavouée est à la fois ridicule et arbitraire.

Les dirigeants actuels devront se débarrasser d'une foule de préjugés étroits et hors de propos s'ils veulent nous diriger convenablement. Mais on ne voit aucun indice de ce côté, ils demeurent des amateurs et on peut en dire deux fois autant en ce qui concerne le Nord. Ils n'ont ni la maturité ni le courage voulus pour reconnaître que le Parlement, la presse et le parti libéral, par exemple, doivent jouer un rôle dans le gouvernement et y être engagés pour qu'un gouvernement en vaille la peine. Progrès et gouvernement démocratique ne se fondent pas sur la paranoïa et la vanité, mais ce sont au fond les attributs primordiaux du jargon discordant de Trudeau et des hommes de son régime.

On a une preuve des habiles manœuvres du premier ministre au caucus de son parti dans la fondation, menée avec célérité et amour, d'Information Canada, dans la suffisance non réprimée et stupide du solliciteur général (M. Goyer), dans son arrogance, dans le départ du cabinet du représentant de Trinity (M. Hellyer) et du représentant de Duvernay (M. Kierans), deux hommes dont la